

Sur le diptyque, politique sociale-efficacité économique

Pr. Nasreddine BEDDI¹ & Mohammed YACOUB OULD CHEIKH²

Résumé :

On pense habituellement que nous devons choisir entre le social ou l'économique dans une politique de développement économique. De ce fait, on est obligé de dépenser des ressources sur des objectifs non immédiatement rentables ou bien on se fixera uniquement sur des contraintes d'efficacité économique. Dans le premier cas, des retards économiques seront enregistrés avec une baisse de production à terme et une diminution dans les aides sociales ; dans le second cas, le secteur de production sera renforcé mais avec un front social embrasé qui risque de détruire toutes les infrastructures économiques. Le choix est plus douloureux dans un pays sous développé à cause de ses moyens limités. Est-ce qu'on ne peut pas considérer les deux aspects dans une politique algérienne de développement équilibré ?

Mots clés : aides sociales – efficacité économique – Pauvreté – inégalité des revenus – économie algérienne.

ملخص:

عادة ما نعتقد أنه يجب علينا أن نختار بين الاجتماعي أو الاقتصادي فيما يخص سياسة التنمية الاقتصادية. وبالتالي، من الضروري أن تنفق الموارد على أهداف ليست بمربحة على الفور أو أنها ستخضع حتما لقيود من الكفاءة الاقتصادية. ففي الحالة الأولى، سيتم تسجيل تأخيرات في الاقتصاد مع انخفاض في الإنتاج على المدى وكذا انخفاض في المنافع الاجتماعية؛ أما في الحالة الثانية، سيتم تعزيز قطاع الإنتاج ألا أنه سيكون مرفق بجهة اجتماعية ملتهبة والتي يمكن أن تدمر كل البنيات التحتية الاقتصادية. إن الخيار أكثر إي لا ما في بلد متخلف و ذلك بسبب موارده المحدودة. فهل يستحيل علينا تطبيق هذين الجانبين في السياسة الجزائرية للتنمية المتوازنة؟

كلمات البحث: إعانات اجتماعية – الكفاءة الاقتصادية – الفقر – عدم المساواة في الدخل – الاقتصاد الجزائري.

¹ Enseignant à la fac des Sciences Eco de Tlemcen

² Doctorant en sciences économiques

Abstract:

Usually, we think that we must choice between to make social or economic in a policy of economic development. Therefore, we are obliged to spend resources on not immediately profitable objectives either we shall settle only on constraints of economic efficiency. In the first case, economic backwardness will be registered with a forward fall in production and a decrease in social benefits; in the second case, the sector of production will be strengthened but with a fired social front which risks to destroy all the economic infrastructures. The choice is more painful in an underdeveloped country because of its limited resources. Cannot we consider both aspects in Algerian policy of well-balanced development?

Keywords: social benefits - economic efficiency - Poverty – income inequality - Algerian economy.

Introduction:

Politique sociale et résultat économique constituent souvent 2 facettes, dans un même tableau décisionnel, au niveau d'une politique générale de développement d'un pays. On se réfère donc alternativement à ces 2 faces, sans chercher à déterminer les relations existantes entre elles ; aussi apparaissent-elles en juxtaposition, avec des délimitations plus ou moins prononcées, quand elles ne sont pas mises en contradiction.

Dans le premier cas (juxtaposition), politique sociale et préoccupation économique, coexistent sans relations apparentes entre elles. Chacune, évoluant dans ses propres justifications de l'intérêt collectif, construit ses chemins méthodologiques, en vue d'atteindre l'objectif déterminé. Une relation de complémentarité, peut alors être recherchée, sans qu'elle soit, à priori, nécessaire.

Dans le deuxième cas (contradiction), politiques sociales et préoccupations économiques, sont alors considérées antagoniques, ce qui rend le choix plus douloureux, dans l'affectation des ressources publiques qui sont toujours très limitées, particulièrement dans les pays sous développés qui affrontent des problèmes complexes tant au niveau social qu'au niveau économique. Dans ces derniers pays donc, le budget est toujours confronté à 3 situations dans lesquelles, il est toujours difficile de trancher : Faut-il mettre de grands moyens financiers pour répondre à une demande sociale, dans la nécessité d'une aide urgente, pour atténuer les affres de la misère qui ronge le pays ?

Faut-il plutôt renforcer les infrastructures économiques, lourdement défaillantes, en vue de permettre des gains en productivité, des gains qui serviront à alléger la souffrance des populations en difficulté ? Ou alors, faut-il opter pour un équilibre, en affectant des sommes monétaires tant au niveau de la politique sociale qu'au niveau économique, ce qui ne permettrait alors, une intervention complète ni dans l'une, ni dans l'autre partie ?

Les arguments ne manquent pas, pour justifier l'affectation des ressources car les besoins sont aussi importants qu'urgents tant dans le domaine économique que social. La logique prend appui sur les deux bords et met peu de lumière dans un processus décisionnel quand elle ne jette plus de confusion, quand les hommes politiques en font un usage exagéré pour défendre un programme, au détriment d'un autre, et attirer plus de citoyens à leur cause.

Ce débat est donc si compliqué qu'il laisse peu de place à une analyse sereine ; les exigences de la croissance et les grands équilibres macroéconomiques méconnaissent ou incluent mal les exigences d'une population qui souffre de la précarité et des frustrations d'une inégalité sociale fortement prononcée.

Les doctrines :

Les classiques d'abord :

En économistes purs, ils ne portaient leur attention que sur les moyens de créer la richesse au sein d'une nation et les seuls susceptibles de créer cette richesse, sont les capitalistes. Détenteurs des moyens de production, ces capitalistes sont capables d'investir et ainsi de produire des biens dont la société a besoin tout en contribuant à résorber le chômage, par le recrutement massif des travailleurs. La motivation de cette classe capitaliste étant le profit, il n'est surtout pas souhaité de l'empêcher à gagner toujours plus afin de l'encourager à épargner des sommes plus grandes et ainsi investir toujours plus dans le secteur de la production. Cette classe des entrepreneurs constitue donc une force dynamique et sur elle, repose la croissance économique et par conséquent, la richesse de la nation.

Dans ce contexte, le profit est glorifié et présenté comme un signe de réussite et d'efficacité économique et la liberté d'entreprendre est instituée comme la règle de fonctionnement de tout le système de production. L'Etat, ayant un rôle d'arbitre dans les jeux de la concurrence entre les entreprises, n'aura aucune place dans la sphère de la production pour respecter sa neutralité et remplir pleinement son rôle de juge impartial.

Les travailleurs ? Ils dépendent pleinement des capitalistes, dans leur recrutement d'abord puis dans leurs rémunérations. Comme le profit est la motivation première des détenteurs des capitaux, il faut qu'il (le profit) soit le plus élevé et pour cela, les salaires des travailleurs doivent être maintenus au seuil du minimum de subsistance. Il n'y a rien d'inhumain dans cette conception qui considère un rôle spécial pour chaque classe :

La classe des détenteurs des capitaux, sur laquelle retombe toute la mission de créer la richesse d'une nation, doit s'enrichir toujours plus pour pouvoir épargner et investir toujours plus.

La classe des travailleurs, n'ayant qu'un rôle de consommation, ne doit pas percevoir plus que ce dont elle a besoin pour vivre. L'excédent de la production nationale, constitué par toute cette marchandise en surplus et que les citoyens ne pourront pas acheter, sera orienté vers l'exportation. La conquête des marchés extérieurs est une exigence pour la richesse des entreprises et par conséquent pour la richesse de toute la nation.

Les nécessiteux ? Tous les chômeurs qui, par licenciement ou par inadaptation, se trouvent éjectés par la sphère de production, n'ont aucune place puisqu'ils n'ont aucun rôle dans la création de la richesse. Il en est de même pour tous les pauvres, les handicapés... Et il n'est pas question de leur prêter assistance. Cela ne constituera qu'une perte d'argent tout en les encourageant dans leur paresse et dans leurs vices. Il est connu que la misère précipite dans le pessimisme et l'oisiveté avec une descente inexorable dans l'alcoolisme et les maladies. Par les aides Etatiques, on ne fera donc que les encourager à faire des enfants tout en s'enfonçant encore plus dans la misère et dans l'alcoolisme.

Cette vision impitoyable est celle d'un pasteur qu'on ne peut soupçonner d'un manque d'humanisme. Malthus se fit donc le champion de cette doctrine qui ne fit que renforcer la position d'Adam Smith sur la notion de richesse nationale. En fait, il s'exprimera par humanisme sur cette classe des pauvres que l'assistance ne fera que prolonger leur souffrance, tout en les encourageant à faire plus d'enfants, des enfants qui seront destinés à vivre une vie encore plus misérable !

Dans cette doctrine, les politiques sociales sont antagonistes aux mesures économiques qui ne doivent s'ériger que sur le respect de l'efficacité. La vision de Malthus, reprise d'ailleurs plus tard par Paréto, se fonde sur un Darwinisme dans lequel, la lutte pour la richesse est aussi la lutte pour l'existence et de ce fait, les moins efficaces, c'est-à-dire les plus faibles, n'ont pas raison de vivre.

Cette règle naturelle est générale puisqu'elle est valable aussi pour les autres classes. Les entrepreneurs les moins performants seront éliminés par la concurrence ; les travailleurs les moins habiles seront remplacés par les plus adroits. Tous les exclus de la sphère de production, vont grossir le rang des pauvres et ces derniers, n'ont aucune place dans cette lutte des espèces.

Les interventionnistes :

Ils prônent tous, une intervention de l'Etat pour corriger les inégalités naturelles et les inégalités dues au mauvais fonctionnement du système économique. Il s'agit en fait de donner la chance à tout le monde tout en permettant des réinsertions rapides afin rendre plus performant le secteur de production.

Les socialistes :

Ils contestent la doctrine classique qui s'était fondée sur l'apologie du libéralisme et la défense de la classe des détenteurs de capitaux. Dans cette doctrine, on considère que le système est miné par un conflit d'intérêt entre les deux classes : les travailleurs qui, ne possédant que leur force de travail, sont les vrais producteurs de richesse et les capitalistes qui, détenteurs des moyens de production, se contentent de spolier la plus-value dégagée par les travailleurs. Selon les socialistes donc, toutes les difficultés de fonctionnement qui se traduisent en fait, par des crises cycliques de plus en plus graves, viennent justement des aberrations comportementales de cette classe des capitalistes qui, ne produisant rien, s'octroient tous les fruits de la production.

De plus, en recherchant plus de profit, certains capitalistes vont devoir licencier des travailleurs et comme la demande intérieure va baisser, cela va se répercuter sur une diminution du profit. Il va falloir se disputer encore plus, le marché intérieur et extérieur. Sous l'effet conjugué de la concurrence et de leur appétit immodéré pour le profit, il y aura élimination d'une partie de plus en plus grande d'entrepreneurs qui vont grossir le rang des travailleurs et des chômeurs.

Cette baisse tendancielle du taux de profit, prédite par Marx, qui sera à l'origine de l'effondrement du capitalisme, va précipiter le pays dans le chaos d'une crise finale dont il ne se relèvera plus. Le drame au niveau de la production et dans la condition générale des travailleurs, sera irréparable. C'est pour éviter cette issue fatale qu'il faudra mettre tous les moyens de production aux mains de des travailleurs (les réels producteurs en fait) qui, détenant les rênes de l'Etat, sauront mieux coordonner le tout pour le bien de toute la nation. Cette nation vivra sans cet antagonisme des classes, puisqu'il n'y aura

qu'une seule classe, la classe des travailleurs (les prolétaires) ; l'autre classe des capitalistes (les bourgeois), dépourvue de ses moyens de production et éliminée de la tête de l'Etat, n'aura plus de pouvoir dans ce régime dirigé par la dictature du prolétariat. Notons qu'en phase finale, il y aura instauration du communisme avec dépérissement de l'Etat, quand il n'existera plus qu'une seule classe, la classe des travailleurs évidemment.

Donc c'est à titre préventif ³ qu'il va falloir mettre l'Etat au service des travailleurs pour éviter la catastrophe finale. Pour les pays sous développés qui sont en train de vivre dans une crise endémique, la société est marquée par de profondes inégalités qu'il faudra atténuer pour stabiliser le front social. En effet, comme l'avait affirmé Amartya Sen⁴, les fortes inégalités sociales renferment tous les ingrédients de la violence. Trop marqués par de fortes inégalités sociales, les pays sous développés vivent dans un climat de violence permanent qui, en se généralisant, risque de saper toute la base du système productif. Les saccages des édifices publics sont un spectacle coutumier dans les pays en retard qui ont peine à entamer des politiques économiques sérieuses. Dans ce contexte, les aides sociales ont une portée économique puisqu'elles permettent de juguler les mécontentements des populations marginalisées.

La complémentarité entre les politiques sociales et les politiques économiques est évidente dans une stratégie de croissance qui vise à mettre en place une infrastructure économique sans l'exposer à une destruction imminente par les gens qui ne se sentent nullement concernés.

Les interventionnistes réformistes :

Dans ce courant, seront rassemblées plusieurs idées qui, toutes, préconisent une présence de l'Etat dans le domaine économique et dans le domaine social. Il est né après la grande crise de 1929 qui a semé l'effroi jusque dans la classe des détenteurs des capitaux. L'optimisme affiché dans le libéralisme s'est atténué devant la fragilité du système et il n'est plus question de laisser la main invisible du marché, le soin de rétablir les équilibres économiques. Keynes reconnaît que le système libéral est capable d'engendrer des crises graves, aussi recommande-t-il une intervention de l'Etat pour corriger certaines difficultés et prévenir la catastrophe d'une crise qui risque de miner la confiance dans l'économie.

³ Puisque, les crises en s'aggravant, vont devenir plus dramatiques et de plus en plus insurmontables. Dès lors, la fin du capitalisme est inéluctable.

⁴ Sen A « On economic inequality » Clarendon Press Oxford 1973

Selon cette doctrine, tout le mal vient d'une diminution des profits qui obligera les capitalistes à fermer et à licencier les travailleurs. La baisse de la demande intérieure va se répercuter sur les ventes, obligeant les investisseurs à investir toujours moins jusqu'à l'irréparable, c'est-à-dire la crise économique. En prévention de cette crise, l'Etat va devoir intervenir en entreprenant des grands travaux pour distribuer des revenus et relancer la demande effective. Cette demande additionnelle va stimuler l'investissement et les profits qui en résultent vont stimuler l'épargne intérieure...

Dans cette recommandation salvatrice, la consommation intérieure n'est pas un mal, bien au contraire elle constitue une variable stratégique de la plus grande importance dans une dynamique de la croissance. L'Etat doit intervenir tant dans le domaine économique que dans le domaine social⁵ et il n'est pas question d'exclure une partie de la société. Qualifiée sous le nom d'Etat-providence, l'Etat doit se substituer à la main invisible du marché, pour remédier à tous les déséquilibres et prévenir toutes les crises qui menacent le système économique.

Incidences de ces doctrines dans les politiques de développement :

Le libéralisme, en prônant l'efficacité économique sous la houlette de la concurrence, a permis à la révolution industrielle, à la fin du 19^{ème} siècle, de triompher jusqu'à se généraliser à tous les pays. Jusqu'à notre époque, nulle politique de développement ne saurait méconnaître ces règles de l'efficacité sans être confrontée aux risques de l'échec. Ils auront donc mis les bases de la richesse d'un pays en poussant le raisonnement jusqu'à sa limite économique. Il est évident que dans ce contexte, très strict, les réactions étaient aussi attendues que souhaitées par une partie de la population qui se voyait d'ores et déjà exclue de ce système et qui donc n'avait plus rien à perdre en se livrant à toutes les violences. Parce que cette fin du 19^{ème} siècle, était marquée par de nombreux succès économiques, on oublia tous ces manifestants qui revendiquaient leur part légitime aux fruits de la croissance.

L'interventionnisme est né pour dénoncer les abus et prévenir les crises qui paralysaient l'économie durant de grandes périodes, tout en livrant la population au spectre du chômage, de la pauvreté et de la maladie. Le Keynésianisme a eu le mérite de sauver le capitalisme, en récupérant tous ses

⁵ Dans ce cas, les deux domaines sont complémentaires et non contradictoires.

points forts, tout en intégrant la variable sociale, à travers la distribution des revenus pour stimuler la demande effective.

Mais c'est le socialisme qui eut le plus d'impact durant la dernière grande partie du 20^{ème} siècle, surtout avec l'apparition du bloc soviétique qui va inspirer tous les pays sous développés. La doctrine de Marx était élevée au rang d'un dogme qu'il fallait suivre scrupuleusement pour instaurer la justice sociale et l'égalité économique.

En prenant appui sur l'expérience Soviétique qui montrait la voie du succès grâce à ses fameux plans de développement, les pays sous développés, constatant leur retard, ont tôt été séduits par l'éclatante réussite du modèle soviétique où l'Etat, contrôlant pratiquement tout le secteur productif, pouvait coordonner tous les secteurs, tout en mobilisant toutes les ressources du pays pour atteindre les objectifs fixés. L'Etat, disposant tous les pouvoirs et tous les moyens financiers, pouvait se permettre des ambitions les plus grandes afin de rattraper les retards économiques accumulés durant les siècles d'occupation. Parce que la majorité des pays sous développés sont issus de la période de décolonisation, la doctrine marxiste qui prône un développement rapide tout en libérant les travailleurs des affres de la misère, avait le double mérite de contester les anciennes métropoles capitalistes tout en ouvrant des perspectives de réussite à l'ensemble de la population.

Sous le motif des aides sociales, les Etats se sont consolidés avec l'appui populaire jusqu'à opter pour des régimes totalitaires en vue d'instaurer la paix et la sécurité au sein de la nation. Sous le combat contre la bourgeoisie (en relation d'intérêts avec le colonialisme) et même contre tous les opposants politiques, qu'on suppose alliés à cette dernière (la bourgeoisie), ces Etats ne lésinaient en rien pour fortifier la classe des démunis, tout en réprimant tous ceux qui contestent sa suprématie et les privilèges de ses dirigeants.

Philanthropie ou arguments pour justifier son omniprésence ? L'Etat prenait toutes les décisions pour aider le peuple qui en profitait largement, tout en renforçant son contrôle administratif et répressif. Dans cette optique, les politiques sociales préconisées par les pays socialistes ne sont pas dépourvues d'une arrière-pensée qui est celle de protéger les privilèges des hommes au pouvoir. Sinon comment expliquer l'effondrement du bloc soviétique et l'abandon du régime socialiste par la quasi-totalité des pays qui se vantaient, hier encore, de mener le combat contre le capitalisme ?

L'expérience algérienne :

Une méthodologie appropriée exige donc, un éclaircissement sur les deux parties (l'aide sociale et l'efficacité économique) afin de montrer toutes les implications ultérieures dans le domaine décisionnel. Notre intervention se propose donc de reprendre le débat à son début, c'est-à-dire en cherchant le contenu réel de chaque conception, compte tenu des objectifs à atteindre.

Notons que ce débat intéresse au plus haut point, les décideurs algériens qui, engagés dans un processus de libéralisation du pays, considèrent que face à la mondialisation, il ne s'agit plus de faire du social alors qu'il faudrait concentrer toute l'attention sur les projets économiques afin de gagner le pari de la croissance et trouver sa place dans le jeu serré de la mondialisation. Pour expliquer ces déséquilibres décisionnels, il faut revenir sur le passé, à la lumière de certaines pratiques qui nous éclairent sur les hésitations manifestes dans la politique algérienne du développement du pays.

Nous ferons un court rappel historique, pour montrer juste les étapes franchies par l'Algérie quant à sa manière de concevoir le rôle de l'Etat. Nous remarquerons que le pays reste encore prisonnier de son histoire, autrement dit, les méthodes de gestion anciennes restent vivaces malgré les tentatives d'insuffler quelques réformes pour dynamiser son économie essoufflée.

La phase socialiste :

Dès son indépendance, l'Algérie s'était engagée dans une économie socialiste, avec l'intention de réparer les profondes inégalités sociales engendrées par le colonialisme. On ne parlait alors que d'égalité entre les citoyens, de justice sociale et de progrès pour tous. L'Etat, étant le représentant de toute la nation, s'octroyait cette charge de restaurer partout cet égalitarisme, tant réclamé par les citoyens. Avec les nationalisations des moyens de productions et la constitution des grandes entreprises publiques, il n'était plus question de laisser une chance à une classe privilégiée (la bourgeoisie), de s'octroyer des avantages au détriment des couches les plus défavorisées.

Autrement dit, il ne faut surtout pas qu'une nouvelle classe de nantis, réoccupe la place des anciens colonisateurs pour exploiter la grande misère dans laquelle se débattait le peuple dans sa grande majorité. Les sacrifices consentis par le peuple pour arracher l'indépendance ne permettaient nullement sa confiscation par une quelconque classe et encore par n'importe quel motif. Le motif économique ne devait surtout pas prévaloir pour justifier les inégalités ; au contraire, il devrait être au service d'une politique sociale dont les bénéficiaires devaient être en priorité les plus nécessiteux.

L'Etat, protecteur de ces défavorisés, va mettre tout en œuvre pour instaurer le socialisme et réaliser le rêve égalitaire de chacun. Cette politique, d'inspiration marxiste dans ses fondements théoriques, renforçait ses arguments dans les exactions colonialistes d'antan et le rejet des capitalistes qui cherchaient à asseoir leur domination sur la nation dont la composante principale était la classe pauvre. L'économie était alors le domaine exclusif de l'Etat et ce dernier était au service exclusif des citoyens les plus démunis. Par un simple jeu d'itération, on comprendrait que l'économie était au service de la classe pauvre. L'Etat, ayant le monopole de la production et du commerce extérieur, mettait tous les fruits enregistrés entre les mains de ces classes démunies qui demandaient toujours plus. Elles demandaient toujours plus pour plusieurs raisons :

D'abord elles vivaient dans un manque total. Pour répondre à leurs besoins, il fallait des moyens que l'Algérie ne possédait pas ou en quantité insuffisante ce qui se traduisait par une inégalité dans sa politique distributive. Paradoxalement, l'égalitarisme exaspérait le sentiment des plus légères différences, se traduisant par une aversion toujours plus grande à toute forme d'inégalité avec un accroissement des frustrations.

Ensuite, réduites à la condition d'assistés, elles se comportaient comme tels. Elles étaient constamment en situation d'attente, pour recevoir de l'Etat, quelques biens qui puissent améliorer son confort ou sa position sociale. Les besoins étant illimités, ces couches de population demandaient toujours plus ; aussi dès l'obtention d'un bien, elles réclamaient d'autres. Pire encore, l'acquisition de certains biens ne faisait qu'amplifier la demande d'autres biens. La frustration d'avoir moins qu'un autre est aussi vive (sinon plus vive) que celle éprouvée pour en être dépourvu.

Cette première époque de l'Algérie indépendante est donc marquée par le tout Etatique ; l'Etat pratiquait une politique sociale et l'économique ne semblait en rien intéresser ce pays, en dehors de lui permettre de distribuer aux couches nécessiteuses. Mieux encore, toute cette prise en charge de la population permettait à l'Etat d'occuper plus d'espace dans l'économie. A la limite, c'est-à-dire à la fin des années 80 du siècle dernier, l'Etat jouissait pratiquement du monopole dans la sphère de la production et dans la sphère de distribution. En revanche, tout le peuple était dans une situation attentiste à toute bienfaisance de l'Etat. L'Etat donnait alors des logements, donnait du travail, distribuait des bénéfices, prodiguait gratuitement des soins aux

malades, assurait gratuitement la scolarité à tous les élèves, écoulait à bas prix ses produits manufacturés....

Le problème ?

Il n'y aurait pas eu de problème à ces politiques sociales effrénées si elles étaient en rapport avec les moyens disponibles. Donc ce ne sont pas les politiques sociales qui sont incriminées en tant que telles. Elles ne sont désavouées que par leur manque de calcul, par leurs ambitions démesurées et surtout par leur irréalisme. L'Algérie a fait l'expérience de ces politiques qui ont cultivé l'utopie jusqu'à la limite de l'irrationalité. Malheureusement, on ne peut se protéger derrière les slogans même en développant des régimes politiques forts et des idéologies incontestables.

Les contraintes économiques ne pardonnent pas leur transgression. Toutes les aides sociales s'accompagnaient de distorsions qui ont pris de plus en plus de gravité jusqu'à l'étranglement de toute la sphère productive. Parce qu'il n'y avait plus de production et de l'autre côté, il y avait une attente sociale de plus en plus grande face à un Etat qui ne sut plus comment répondre. Ainsi après distribution des maisons délaissées par leurs occupants européens, les affectations de logement se faisaient au compte gouttes, en rapport avec le secteur du Bâtiment qui, asphyxié par la pénurie des matériaux de construction, ne délivrait que peu de logements. De plus, l'Etat ne pouvait plus donner du travail car les embauches ont atteint leur limite de saturation ; les sociétés nationales sont pratiquement asphyxiées par un sureffectif de personnels. Les distributions de bénéfices (fictifs) dans des entreprises déficitaires, ne pouvaient plus avoir lieu car ces entreprises, demandaient des subventions énormes de la part du trésor. La pénurie se généralisait tant à cause de la faiblesse de la production que d'un réseau de distribution défaillant. Enfin pour la gratuité des soins, le secteur de santé, absolument abandonné et sans ressource, n'est plus qu'un mouroir devant des patients qui espéraient un accueil plus humain. Ce fait est d'autant évident que les hauts responsables algériens, allaient se soigner (aux frais de l'Etat bien sûr) dans les hôpitaux étrangers, laissant les autres, faire vainement la queue devant les édifices locaux de la santé.

Pendant que se créaient des monopoles Etatiques, s'érigeaient les barrières contre toutes formes d'activités privées. La population était alors contrainte à ne s'adresser qu'à un secteur Etatique hypertrophié et inopérant. Le régime tenait quand même à cause de l'exportation des hydrocarbures qui étaient à la base de toutes les ressources du pays. La fragilité était tout de même évidente ;

il aura suffi d'un effondrement du cours pétrolier, au milieu des années 80 du siècle dernier, pour que l'Algérie soit confrontée à l'amère réalité.

Le premier enseignement que l'on peut tirer est qu'on ne doit pas mener des politiques au dessus de nos moyens financiers. Cela est encore plus vrai pour les politiques sociales qui ne doivent pas inciter au rejet du travail pour adopter l'attitude des assistés éternels. Il faut justement pratiquer des politiques qui incitent à plus de travail, en rejetant cet égalitarisme qui consiste (injustement) à placer au même niveau, les gens qui travaillent et qui participent à l'édification nationale avec les gens qui ont définitivement adopté le comportement des demandeurs sans contreparties.

Les politiques sociales ne doivent pas être assimilées à des politiques de donations qui n'ont d'autres objectifs que s'assurer l'adhésion (par achat) des citoyens à certains régimes politiques. Autrement dit, les politiques sociales ne doivent surtout pas obéir aux desseins inavoués des démagogues qui désirent être les champions des aides sociales, en dilapidant la fortune. Après les difficultés financières, il ne restera plus rien de cette fortune, pour soulager la souffrance des gens dans le besoin, particulièrement pour les générations futures.

Octobre 1988 est une date mémorable dans l'histoire de l'Algérie indépendante. Elle a rappelé qu'une baisse du cours pétrolier a des conséquences trop lourdes sur l'économie du pays. Elle a rappelé surtout qu'il faut apprendre à gérer, en comptes minutieux, le trésor public. Il faut apprendre à créer la valeur en incitant à plus de travail et surtout, en levant toutes les barrières susceptibles de contrarier l'évolution positive de la production nationale.

L'ouverture de l'économie Algérienne :

A partir de 1988, le dogme du socialisme sera battu en brèche par l'effondrement généralisé du monopole Etatique et la recrudescence des pénuries. En définitive, il n'y a plus rien à distribuer ! Tout le problème actuel est la recherche d'une efficacité économique dont on a longtemps perdu le secret. On aura compris tout de même qu'il faut libérer les initiatives privées et inciter les citoyens à travailler plus. La dimension économique va prendre toute son importance dans un pays qui avait mis son avenir dans les mains de décideurs démagogues et inconséquents. La libéralisation de l'économie fut adoptée donc par un pays qui, pendant longtemps, avait cultivé un contrôle strict par une administration centralisée et une aversion pour le capital privé. Il fallait renoncer à l'une (l'administration centralisée de l'Etat) et à l'autre (le

monopole des sociétés nationales) pour remettre l'économie nationale sur les rails de l'efficacité. C'est peut être à cause de ces 2 exigences que l'Algérie va éprouver les pires difficultés dans sa phase de reconversion économique.

Paradoxalement, l'ouverture tant annoncée se révéla porteuse de toutes les catastrophes : la décennie 1991-2000, qualifiée de décennie noire, aura contredit toute velléité pour se lancer dans les réformes et instituer une ouverture annoncée.

En effet dès les premiers signes de réformes en vue d'instituer un retour vers les règles de l'efficacité, il y eut apparition des troubles sociaux qui vont, en s'accumulant, se traduire par une baisse dans la croissance. Ces réformes auront apporté pour l'ensemble de l'opinion, tous les maux tant redoutés : licenciements des travailleurs et fermeture des Sociétés Nationales qui faisaient la fierté de la nation. On oublia rapidement que ces prestigieux monopoles d'Etat ne produisaient plus rien et ployaient déjà sous le pesant fardeau des déficits. Ils ne fonctionnaient qu'à coup de subventions et on assistait à cette image paradoxale dans laquelle ce ne sont les entreprises nationales qui faisaient vivre l'Etat mais c'est l'Etat qui faisait vivre ces sociétés défailtantes en puisant sur les ressources pétrolières. Quant aux licenciements des travailleurs, c'est le résultat de l'inefficacité de ces entreprises qui « fonctionnaient » avec des sureffectifs énormes.⁶

A regarder de plus près ces fermetures, suivies de licenciements n'étaient en rien imputables aux réformes de libéralisation qui, justement, se proposaient de remédier aux aberrations de ce régime qui avait atteint la limite de son irrationalité.

Ajoutons que l'échec était prévisible, au sens où tous les administrateurs de l'ancien système, se trouvaient menacés dans leurs privilèges. Il était dès lors attendu qu'ils vont déployer tous les moyens pour un retour à l'ancienne méthode de gestion qui était de s'octroyer des droits sous le prétexte d'aider les travailleurs.

Une fois la décennie noire passée, il fut tout à fait normal de préconiser un retour à ce bon système socialiste, quand tout allait bien pour le peuple qui attendait tout de l'Etat. Sous un fond de réformes qui vont en piétinant, le retour à l'administration centrale fut réinstauré pour gérer une économie

⁶ Rappelons que tout ces « travailleurs » dont l'absentéisme est leur caractéristique principale, percevaient un salaire souvent élevé (pour des cadres qui ne servaient à rien) et de plus, percevaient des bénéfices qui n'existaient pas du tout. Ces bénéfices fictifs provenaient des subventions que l'Etat versait, pour justifier la réussite de ces monopoles.

fatiguée par tous ces remous politiques et sociaux. Bien sûr, on se garda d'évoquer le système socialiste qui ne semble plus jouir de sa notoriété d'antan. Avec l'effondrement du bloc soviétique, il n'y a plus de modèle et de plus, la mondialisation est là pour rappeler les règles de l'efficacité même si on continue à pratiquer le protectionnisme.

Conclusion :

L'Algérie peut encore se permettre de pratiquer des politiques sociales d'inspiration socialiste. Elle en a les moyens puisque le cours pétrolier est à son plus haut niveau. Les règles de l'efficacité, peuvent encore être méconnues puisque les entrepreneurs algériens restent sous la protection de l'Etat qui ne veut nullement intégrer l'OMC. La concurrence internationale qui menace notre production nationale, personne n'y songe, du moins dans l'immédiat. Peut être y songera-t-on dans une quarantaine d'années, c'est-à-dire quand les ressources pétrolières seront épuisés. Ce sera alors le réveil de l'économie mais quelle économie ?

Bibliographies:

1. Commission of Growth and development: «The growth report-strategies for sustained and inclusive Development » World Bank Washington 2008
2. SenA: « On economic inequality » Clarendon Press Oxford 1973
3. Sen A : «Repenser l'inégalité» ed. du Seuil Paris 2000
4. Sengupta J : «Understanding Economic Growth »Springer New York 2011
5. Stiglitz J E : «Distribution of income and wealth among individuals » in «Wealth, income and inequality» Edited by Atkinson A B. Oxford University Press 1980
6. Vibert C: «Theories of macro organizational behavior »ME Sharpe New York 2004
7. Ziliak J P :«Understanding Poverty Rates and Gaps » NOW Boston 2006